

Mouvement des chômeurs

Ces années d'existence, de combats et de services quotidiens rendus dans nos comités locaux ont permis le mouvement des chômeurs de l'hiver 97/98. Des dizaines de milliers de chômeuses et de chômeurs dans les rues, qui occupent, qui manifestent, soutenus par 80 % de la population, nous avons prouvé que c'est possible. Face au mépris, à l'isolement, à la peur, à la souffrance, à la honte parfois, nous avons construit de l'écoute, un sentiment d'utilité, d'appartenance, de la confiance, de la colère et de la révolte. Ce moment particulier a changé la vision que la société pouvait avoir sur le chômage et surtout sur les chômeurs, pour la première fois il ne s'agissait plus seulement de chiffres mais enfin de paroles libérées, de visages, de témoignages, de résistants.

Depuis des années, la société s'est habituée à vivre, à côtoyer, nous nous sommes habitués à vivre avec et à côtoyer des millions de chômeurs, de précaires, de pauvres, de sans domicile fixe, de sans droits avec un fort sentiment d'impuissance, de fatalité ou même d'indifférence, voire plus grave, une réelle incompréhension entre les chômeurs, les précaires, les pauvres et celles et ceux qui sont « inclus ». Quand on est chômeur, il est habituel d'entendre des remarques, y compris de la part de ses proches, du style : « tu es sûr que tu fais vraiment tout pour en sortir ? » Ou encore : « N'as-tu pas mis la barre trop haute ? ». Je ne parle pas de ce qui est trop fréquent : « chômeurs fainéants », « moi je vous en trouverai du boulot », « si on veut, on peut », « quand on est courageux et qu'on ne rechigne pas à se lever à 5 heures du matin, y'en a du travail », ... Dans ce contexte, la bataille des chiffres n'est pas anodine, annoncer qu'il y a deux millions de chômeurs ce n'est pas la même chose que quand il y en a plus de quatre millions, c'est bien sûr idéologique et politicien mais surtout, on ne met ni les mêmes moyens ni le même intérêt afin d'aller sérieusement vers un règlement. Les chiffres du chômage sont tripatouillés puisqu'on ne compte pas toutes les catégories de chômeurs. Il y en a huit au total et, seule la catégorie une est prise en compte pour le nombre officiel de chômeurs. On ne compte pas les chômeurs d'Outre-Mer (on se demande d'ailleurs bien pourquoi, à moins de considérer que ce sont des français à géométrie variable), on ne compte pas non plus les chômeurs en stage ou en formation, ni les dispensés d'emploi de plus de 57 ans, ni les CES, ni les CEC, ...

Prenons le temps de comptabiliser le nombre officieux de chômeurs : il convient de rajouter aux 2.500.000 chômeurs officiels, les 1.250.000 temps partiels, les 450.000 chômeurs en préretraite, les 50.000 chômeurs en formation, les 250.000 chômeurs d'Outre-Mer et les 300.000 CES et sans surprise, nous arrivons à un total de près de 4.800.000 avec les incidences et les répercussions que ces situations créent pour l'ensemble des familles que cela concerne.

Nous sommes de ceux qui militent contre le chômage plutôt que pour l'emploi, pas de grande différence me direz-vous sauf que, contre le chômage inclut le fait qu'on tienne compte des types, des formes, des contenus, de l'utilité des emplois et surtout des conditions de vie et de protection qui en découlent pour tous les individus concernés. Parce que remettre au boulot, certains savent le faire, à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions, Fillon arrive d'ailleurs avec son RMA, en clair il va falloir bosser pour les mériter ses miettes.

Egalité

Marre des propositions qui voient régulièrement le jour, venant de tout bord et qui visent à permettre le retour à l'emploi pour ceux qui en sont les plus éloignés, sauf qu'à chaque fois les soi-disant contraintes, la sacro-sainte réalité économique, « permettent » des projets qui ne sont pas susceptibles d'améliorer les conditions d'existence des femmes et des hommes qui sont dans ces situations de rupture ou d'éloignement.

Marre de vivre à minima, marre que les mesures contre l'exclusion se traduisent par une possible domiciliation pour les individus sans domicile fixe plutôt que de tout faire, y compris en termes de moyens pour qu'il n'y ait plus de SDF.

Marre qu'en période de croissance, les importantes recettes fiscales supplémentaires servent à baisser les impôts, moins 12 milliards d'euros pour les revenus les plus hauts, 3 milliards pour les revenus moins élevés et rien pour les plus pauvres.

Marre quand le gouvernement supprime la vignette automobile d'enregistrer encore une mesure des plus inégalitaire, parce qu'il ne s'agit déjà pas de la même chose selon que l'on possède une 4cv ou une Ferrari et toujours rien pour les plus pauvres, qui ne possèdent pas ou plus de véhicule.

Marre que la prime à l'emploi remplace une vraie politique des salaires et notamment des plus bas et du SMIC, c'est une concession de plus à Seillière, Kessler et leurs complices, le rôle de l'Etat n'est pas de verser des dizaines de milliards d'euros par an aux entreprises, ce qui d'ailleurs pose la question de savoir qui sont réellement les assistés.

Marre de baisser les charges des patrons et de créer des contrats jeunes pour encore et toujours permettre plus de profits au patronat à travers une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci.

Marre d'être soupçonnés, contrôlés, radiés, convoqués, sommés de présenter les preuves de ses recherches d'emploi, de sa bonne foi, marre d'être obligés en permanence de prouver sa pauvreté, son inégalité, d'être stigmatisés, d'être traités en négatif, en chiffres, en pourcentage ou en statistiques. Les radiations (principalement pour insuffisance de preuves de recherche d'emploi ou parce qu'absent à une convocation) concernent aujourd'hui des centaines de milliers de chômeuses et de chômeurs, elles ont en effet progressé de plus de 80 % sur un an d'août 2001 à août 2002. Il faut savoir que ces radiations suspendent le versement d'allocations qui souvent sont un droit ouvert suite à cotisations quand on est salarié.

Marre que la CFDT, la CGC et la CFTC s'allient au MEDEF pour mettre en place le PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi), dont on voit d'ailleurs les résultats, puisque depuis sa mise en œuvre, le chômage n'a eu de cesse d'augmenter. Ce PARE est un recul historique, le droit collectif s'est transformé en contrat individuel, on est loin de l'esprit de 1958, à la mise en place de l'Unedic qui devait permettre de soulager le chômeur de tout souci financier afin qu'il soit disponible pour retrouver un emploi. Qui peut imaginer que la volonté du MEDEF soit tout à coup de vouloir que les femmes et les hommes qu'il a licenciés et maintenus dans la misère retournent à l'emploi dans des conditions dignes ? L'objectif du MEDEF est de baisser le coût du travail, de se payer de la main d'œuvre la plus qualifiée possible en la payant au plus bas en usant de mesures coercitives. Pas obligatoire le PARE ? Sauf qu'en cas d'inscription, la demande automatique à l'indemnisation ne permet pas de choix, la demande étant considérée comme la signature elle-même. Pas obligatoire le PARE ? Sauf qu'en cas de non-signature pour celles et ceux qui étaient au chômage avant le 02 juillet 2001 : s'appliquent la dégressivité, le non droit à une formation et que les services de l'ANPE ne tournent pas de la même façon selon que tu l'ais

signé ou non. Nous avons avec les autres associations de chômeurs porté plainte contre le MEDEF et les syndicats signataires, le tribunal de grande instance de Paris a rendu son verdict le 2 juillet dernier, si le PARE reste sur le fond opérationnel, le MEDEF et les syndicats signataires ont été condamnés aux dépens.

C'est pour nous, gueux, une avancée importante qui se mesure à l'aune des quelques reculs qu'ils ont été contraints de consentir grâce au rendu du tribunal, il n'est par exemple plus possible pour les Assedic de suspendre les allocations chômage et surtout nos associations sont dorénavant reconnues comme interlocutrices pouvant représenter les chômeurs. De façon permanente, les chômeurs ne sont pas traités en égaux, ils sont mis à l'index, traités à la marge, on s'y fait plus ou moins, c'est en quelque sorte entré dans les mœurs, il y a une forme d'« anormalité » à être privé d'emploi. Pourtant le changement social, économique et donc politique ne se fera pas, en tout cas pas de façon acceptable et durable par et pour le plus grand nombre si nous ne sommes pas en capacité de revendiquer l'égalité, de ne pas accepter pour d'autres ce que nous n'accepterions pas pour nous-mêmes.

La première leçon à donner aux politiques est peut-être celle-là, comment vivre décemment avec les revenus qui résultent de toutes vos analyses et projets ? A moins de considérer une fois de plus que chaque citoyen n'est pas son égal ?

Lutte des classes

Il ne s'agit pourtant pas de fatalité mais d'une gigantesque bataille idéologique orchestrée depuis longtemps, dans la continuité de toujours, ce qu'il convient encore et pour malheureusement pas mal de temps d'appeler la lutte de classes. Cette lutte des classes existe même si tout est fait pour faire croire le contraire, que tout est lissé, aseptisé, policé. Elle est toujours d'actualité parce que les intérêts des uns, ceux qui possèdent et dominent, sont complètement opposés aux intérêts de la majorité, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, les jeunes. D'autant que la lutte des classes ne découle pas d'une quelconque volonté d'une partie des travailleurs et des salariés mais bel et bien de la politique imposée par les puissants et les possédants, par le patronat qui mène cette lutte des classes au quotidien sous couvert de refondation sociale, en exploitant, en délocalisant, en restructurant, en précarisant, en appauvrissant une partie de plus en plus importante de la population. Les dominants savent bien la mener sans la nommer cette lutte des classes pour permettre à leurs descendants, à leur caste, d'être à l'abri pour des décennies et des siècles et surtout pour perpétuer l'exploitation et l'oppression, notamment au travers la confiscation des moyens de production et d'échange.

Il y a plusieurs degrés de traitement : les jeunes, surtout quand ils sont issus de l'immigration, les femmes, les moins qualifiés et les plus âgés n'ont de fait pas les mêmes droits que les actifs, hommes, français, entre 25 et 44 ans, plutôt qualifiés. Doit-on se contenter du fait que le chômage soit éradiqué (même si nous en sommes à des années lumières) si chacune et chacun se retrouvent intermittent du travail sans garantie ni protection ? Doit-on se satisfaire que chacune et chacun aient un emploi si ce qui domine, c'est précarité, temps partiel, intérim et emplois aidés avec les situations de pauvreté que cela entraîne ? Le travail doit être revendiqué pour ce qu'il est réellement et pas pour ce qu'il représente, il peut être source de socialisation, d'échanges, d'utilité, d'épanouissement, mais il doit avant tout être un moyen de vivre décemment et permettre de se projeter dans l'avenir. Ne plus être considérés comme chômeurs comptabilisés quand on travaille 1 H 30 le matin, souvent très tôt et 1 H 30 le soir, parfois très tard, soit 3 H par jour pour gagner moins ou autant que le ridicule montant d'un minima social, comme c'est le cas aux PTT est-il logique ? Doit-on accepter que la moitié des brancardiers (soit neuf personnes) de l'hôpital de Bourges soient des CES ?

Peut-on considérer que cette jeune femme du Lot qui signe un contrat d'aide à domicile et qui au bout du compte, gagne une fois les frais enlevés, l'équivalent de trois euros de l'heure est sortie de sa galère du chômage ? S'il y a besoin de personnels pour le tri du courrier, de brancardiers ou de soutien et d'aide au maintien à domicile de personnes âgées ou de malades et il y en a besoin, il faut les embaucher dans des conditions décentes et leur permettre de vivre dignement des fruits de leur emploi.

Cet emploi qui ne protège plus contre la pauvreté, près de trois millions de salariés perçoivent moins que le SMIC, 69 % des dossiers de surendettement concernent des salariés, contre « seulement » 17 % chez les chômeurs. La frénésie du retour à l'emploi comme panacée est telle que les questions de l'urgence, du quotidien sont, ou tout du moins sont vécues comme en opposition avec l'emploi, pourtant nous parlons de la même chose, des mêmes enjeux avec une différence de taille, la prise en compte de l'état du réel. Ne pas se rendre compte que quand on doit survivre dans les minima sociaux, sous le seuil de pauvreté on est loin de l'emploi est une erreur qui remet en cause y compris la lisibilité des mesures que nous sommes en capacité de proposer.

Toucher 380 euros par mois comme c'est le cas du million de r'mistes et des 500.000 allocataires de l'ASS, ou 275 euros pour les 25.000 « bénéficiaires » de l'allocation d'insertion, ou encore 540 euros pour les un million 500.000 individus en AAH ou au minimum vieillesse, demande une meilleure prise en compte de ce que cela signifie tant au niveau individuel qu'au niveau de l'ensemble de la société et justifie que l'on exige autre chose que des miettes. On entend ici ou là que le chômage serait structurel, frictionnel, incompressible aux environs de 7 %, ce qui représente deux millions de femmes et d'hommes, dont certains, les plus loin de l'emploi, les plus désocialisés, les plus déstructurés, les plus fragiles, les plus pauvres seraient en fait condamnés à vie à la solidarité publique et à la charité privée.

Il y a un véritable enjeu à maintenir un niveau de chômage suffisant, sinon les salariés se mettraient à revendiquer des salaires décents et des conditions de travail plus acceptables, trop dangereux pour les patrons et leurs profits, ils préfèrent donc parler d'offres d'emploi non satisfaites et tabler sur une immigration contractuelle. Des offres d'emploi qui sont souvent affichées et comptabilisées en double et en triple dans les ANPE. Puisqu'elles sont déposées d'une part par l'entreprise et d'autre part par la ou les boîtes d'intérim auxquelles elle s'est adressée pour recruter. Si les offres étaient plus attractives, c'est-à-dire au moins avec des salaires du 21^{ème} siècle et des conditions de travail du troisième millénaire, ce serait certainement beaucoup plus incitatif, notamment dans des secteurs comme les travaux publics et la restauration. Malgré cela les statistiques sont claires, la plupart des femmes et des hommes à qui on propose un emploi qui correspond à leur formation ou leur expérience l'accepte même si les salaires sont quasiment au même niveau que leur allocation chômage ou du minima social dans lequel on les avait parqués.

Et tant pis si au passage on oublie que la France est en queue de peloton sur les questions de formation, que pour nombre de chômeurs et de précaires, formation s'appelle souvent stage, autre moyen de faire baisser les statistiques du chômage dans un traitement social et sans pratiquement de chance de retrouver un emploi grâce à ces formations. Des boîtes de formation il y en a pourtant un nombre considérable, des sommes pharaoniques y transitent, il conviendrait d'exiger des résultats ! Parce que le fric qui passe on ne sait où, pour des formations bidons, il vient en partie de nos allocations qui sont elles de véritables peaux de chagrin.

Parce que nous voyons les choses et les données au travers le prisme qui est le nôtre, nous pensons qu'il faut partir de celles et ceux qui ont un intérêt vital au changement, même inconscient, pour rendre cohérent un projet de société que nous sommes dorénavant obligés non seulement de construire mais d'inventer. La cohésion et l'équilibre ne peuvent certainement pas se satisfaire de deux ou trois louches de social en plus dans la soupe. Le manque d'emplois et le nombre considérable de privés d'emploi ne doit pas nous faire idéaliser l'emploi qui reste trop souvent aliénant, dégradé, soumis à une terrible exploitation, il va donc sans dire que notre bagarre pour l'emploi intègre les conditions et les formes de cet emploi mais pas en se disant on verra après, une fois que... C'est dans le même temps que ces questions doivent être posées, ces exigences mises en avant, sinon la baisse du coût du travail, la normalisation de la précarité et l'émiettement des rapports sociaux ne permettront pas ou plus d'envisager des travailleurs à l'offensive. Il faudra bien changer les règles économiques érigées en loi et en science alors qu'il ne s'agit que de logique, celle du capitalisme qu'il soit social quand une opposition existe ou barbare quand le rapport des forces est faible ou inexistant. Il n'existe fondamentalement pas de capitalisme social, il ne s'agit à chaque fois que de rapport des forces. Quand les travailleurs ont obtenu des avancées, ils les ont arrachées, jamais les patrons n'ont d'eux-mêmes partagé les richesses produites dans les manufactures, les usines, les chantiers, les ateliers ou les bureaux. C'est vrai pour la fin du travail des enfants, pour les congés payés, pour les successives réductions du temps de travail, pour les salaires et le SMIC, pour la Sécurité Sociale et les allocations familiales, pour les retraites, les mutuelles, les comités d'entreprises, pour les droits des salariés et des syndicats.

Pas plus de crise que de fatalité

Il n'y a pas de fatalité, pas plus que de crise, cette crise n'est pas à dépasser, elle se transforme, évolue, se modifie, s'adapte et navigue dans notre pays et sur la planète au gré des intérêts des uns et des résistances des autres. La crise est toujours aussi présente pour les mêmes et toujours aussi absente pour les patrons, les puissants, les magouilleurs.

Il nous est parfois reproché d'être trop radicaux, il ne s'agit jamais de choix idéologique, notre radicalité est convoquée par ce que nous vivons, par ce que nous subissons tous les jours et nous ne ferons pas l'économie d'entrer en opposition parfois forte avec les institutions, des élus, des organisations. Nous refusons de rentrer dans des logiques telles que la bonne ou la mauvaise foi, c'est de l'hypocrisie, notamment d'évoquer la mauvaise foi dans le cadre d'expulsions de logement pour des familles qui ont des revenus d'un autre âge, il faut prendre partie, se positionner, la pauvreté et tout ce qui l'accompagne, y compris les pathologies, ne sont pas inscrits dans les gênes et pourtant elle se reproduit trop souvent. Cette radicalité contribue à nous isoler, nous sommes perçus comme des empêcheurs de ronronner, il est plus confortable de ne pas voir, de ne pas vérifier même si on sait, la détresse, la misère, la pauvreté, leurs mauvais et sombres aspects et de rester dans de grandes et lumineuses déclarations sur ce qui devrait être.

Nous savons pertinemment que l'urgence ne fait pas un projet et pourtant nous militons pour sa prise en compte, nous sommes contre l'assistance et pourtant nous y avons recours, nous sommes contre les minima sociaux et pourtant nous nous battons pour leur augmentation. Parce que nous ne voyons pas d'opposition antagoniste entre la prise en compte des multiples urgences, les réponses à y apporter et le fond pour que chacune et chacun aient enfin une place, un rôle, une utilité. Nous sommes dans l'état actuel des choses et du rapport de forces contre un revenu universel ou d'existence, cette revendication nous semble être issue d'un renoncement à battre le capitalisme, alors utopie pour utopie, nous préférons avoir celle de changer le monde plutôt que de réclamer les miettes ou une toute petite part d'un gâteau pour lequel nous n'aurions pas mis la main à la pâte. Le très fragile équilibre tient encore un peu grâce à la solidarité familiale qui pal-

lie les carences des systèmes de protections, ce sont chaque année des dizaines de milliards d'euros qui vont des parents vers les enfants, mais aussi plus nouveau des enfants vers les enfants. Sauf que les quelques réserves permises par une vie de travail ne sont pas sans fond et que ces possibilités d'aides deviennent de plus en plus compliquées. Il y a une réelle inversion des valeurs puisque hier, malgré une exploitation féroce et de très dures conditions de travail on pouvait penser que nos enfants vivraient mieux que nous, aujourd'hui, si nous ne parvenons pas à inverser la tendance nous pouvons être persuadés du contraire. Il n'est plus rare dans nos comités locaux de voir venir des hommes et des femmes qui travaillent mais qui dorment dans des caves, des voitures ou des squats.

Penser que de tout temps il y a eu des forts et des faibles, des riches et des pauvres, des dominants et des dominés, c'est finalement se condamner soi-même, demain, à être la proie d'un plus fort ou d'un plus riche. Penser de la même façon que ce que d'aucuns appellent les « exclus » sont soit un mal nécessaire soit une fatalité, en fait ne rien dire et laisser faire est illusoire et dangereux, accepter la misère et le non droit pour les autres comme un prix à payer pour sa propre intégration ou « normalité » est une erreur qui coûtera cher à chaque individu et très cher à l'ensemble de la société. Nous sommes de ceux qui pensons que les chômeurs devraient être représentés par les syndicats et surtout que les questions posées aux chômeurs soient prises en compte et défendues par les organisations syndicales. Mais voilà, les syndicats ne se sont pas suffisamment vite emparés de cette situation et comme la nature a horreur du vide, les organisations de chômeurs se sont créées, c'est aujourd'hui une réalité, nos associations ont maintenant une histoire, il convient d'en tenir compte.

Il ne faut pas se voiler la face, les pauvres font peur, leurs conditions de vie et de survie, parfois même de sous-vie, plongés dans les multiples urgences qui ne leur permettent pas de mener bataille, ils restent même aux yeux de beaucoup un réel danger car prêts à tout et donc à n'importe quoi pour survivre. Il faut battre cette idée en brèche sinon c'est accepter l'inégalité institutionnelle, ce qu'il convient de faire c'est de permettre que chacune et chacun se battent pour avoir une place et un rôle, sans stigmatisation, à tous ceux qui ont encore les moyens de la résistance de créer des espaces de réflexions, d'actions qui soient rassembleurs et qui pèsent dans le bon sens sur les conditions d'existence des plus pauvres, des plus fragiles et des plus précaires en obtenant des avancées significatives et quantifiables. Nous pensons au contraire que c'est une chance que d'être les plus nombreux possible face au patronat, ne disposant pas des considérables moyens que le capital et la finance, c'est le rapport de forces qui importe et donc le nombre de femmes et d'hommes en capacité de se dresser contre la domination. Il convient également de combattre l'idée selon laquelle qu'un chômeur aurait du temps, être pauvre c'est très souvent un « travail » à plein temps, il faut en plus de sa recherche d'emploi faire le tour des administrations, aller à EDF négocier un compteur à 3 kW après une coupure, à France Télécoms pour obtenir une ligne restreinte, se déplacer au Secours Populaire pour chercher un bon de 100 F, aux restos du cœur pour manger, au Secours Populaire pour trouver des vêtements... Nous nous battons contre le chômage, son traitement qui consiste pour le capitalisme à avoir une armée de réserve ou plutôt de pression sur les salaires, les conditions de travail et les protections sociales. Nous pensons à ce sujet que l'organisation de l'assistanat joue un rôle, des moyens considérables sont destinés à cette forme de charité, qui ne se pose jamais en terme de droits, avec ce que cela représente comme honte, comme sentiment de culpabilité, comme soumission.

Exclus, vous avez dit exclus !

Quand d'aucuns travaillent sur des lois contre l'exclusion on se rend vite compte qu'il s'agit de pansement et jamais de guérison, un peu comme si la Sécu remboursait le cachet mais pas le principe actif de l'aspirine. Il n'y a d'ailleurs pas d'exclus car il n'y a pas d'exclueurs, il y a des exploités parce qu'il y a des exploités, des opprimés parce qu'il y a des oppresseurs et nous en sommes où celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, sont si je puis me permettre « privés d'exploitation » et qui se sentent encore plus opprimés au travers la négation de leur utilité et donc de leur identité. Nous sommes de fait amenés à nous mobiliser tous les jours contre les effets de ce chômage structurel qui conduit invariablement à la pauvreté et parfois à la misère. Nous intervenons contre les expulsions, les saisies et les coupures, nous avons lancé des réseaux d'alerte et d'intervention, des actions qui nous font choisir la légitimité contre la légalité, ce qui nous amène plus souvent qu'à notre tour en garde à vue et parfois au tribunal. Gageons que la politique de la tolérance zéro, ou plutôt du tout répressif du gouvernement raffarino-sarkosiste ne va pas arranger nos affaires, des militants risquent de se retrouver en prison tout simplement parce qu'ils n'acceptent pas l'inacceptable, qu'ils refusent de savoir et de fermer les yeux, qu'ils résistent à l'absolue domination et ne veulent pas crever sans se battre. Les récentes mesures sont là pour le prouver ; nos mêmes en prison, les jeunes dans les cages d'escaliers en prison, les squatters en prison, les mendiants en prison, les Roms en prison, les sans papiers en prison et charter, les prostitué(e)s et leurs clients en prison, les fraudeurs des transports en commun en prison, les mal polis avec leurs enseignants en prison. A ce train là nous risquons tous d'y passer par la case prison de leur grand jeu de monopoly capitaliste. Notre association, au milieu de beaucoup d'autres a décidé de se battre, de résister, de continuer à dénoncer et à s'organiser.

Nos revendications :

Les revendications décidées en juin 2002, au quatrième congrès national de l'association par 140 délégués venus de notre quarantaine de comités locaux implantés sur vingt départements sont :

- Le droit à un emploi stable et correctement rémunéré.
- L'indemnisation décente de toutes les formes de chômage, avec comme référence le SMIC des 39 heures, dans un système unique et unifié.
- Le relèvement des minima sociaux : tout de suite, aucun revenu sous le seuil de pauvreté (575 euros) pour aller vers le SMIC.
- Le droit à la retraite pour tous à partir de 37 années et demi y compris pour les allocataires du RMI qui ne cotisent pas.
- Un revenu d'autonomie pour les jeunes.
- La réponse aux urgences de façon décloisonnée dans un guichet unique en mettant en place des aides d'urgence sollicitables toute l'année et en réactivant le fonds social des Assedic.
- L'interdiction des radiations pour autre motif que le retour à l'emploi.
- L'interdiction des expulsions quand il n'y a pas de relogement.
- L'interdiction des coupures et des saisies.
- Le droit à la santé pour tous en commençant par relever immédiatement le critère d'accès à la CMU.
- Le droit aux cantines, aux crèches, aux centres aérés, aux garderies pour tous.
- La gratuité des transports pour rechercher un emploi ou une formation mais aussi pour préserver et entretenir des liens familiaux, amicaux et amoureux, pour ne pas être assigné à résidence.
- L'accès à la culture, aux loisirs et aux vacances.

L'ensemble de ces revendications s'entend bien évidemment sans stigmatisation pour garantir l'accès aux différents droits. Et parce que nous sommes concernés par les questions de société, par toutes les questions, nous revendiquons l'interdiction des licenciements quand il y a des profits, un vrai droit à la formation tout au long de la vie, la régularisation de tous les sans papiers et le droit de vote de tous les immigrés à toutes les élections. Nous demandons également que les allocations et prestations sociales soient attribuées à titre individuel et non comme c'est le cas aujourd'hui en prenant en compte les revenus de la famille, ce qui favorise le sentiment d'une part et la réalité d'autre part de dépendance de l'un des conjoints, avec les problèmes de non-autonomie qui se greffent dans les couples et les familles. Enfin les chômeurs, les « sans » ont des associations, des organisations. Ils se regroupent, réfléchissent, occupent, cherchent, revendiquent, secouent, ils militent parce qu'ils savent que les non-réponses à l'urgence et le manque de volonté de régler ces questions, d'après nous centrales, de société ne sont pas économiques mais bel et bien politiques.

Nos associations sont avant tout des contre-pouvoirs, des poils à gratter sociaux, des révélateurs de l'état terrible de notre société, nous dérangeons, troublons, nous ne sommes pas politiquement corrects, nous nous foutons du réalisme économique.

Nous n'avons pas de réponses à tout, loin s'en faut, la seule certitude que nous ayons, c'est que nous ne voulons plus de cette vie à deux balles et que nous allons tout faire, avec tout ceux qui en ont la volonté, pour en construire une autre. Nous sommes de ceux qui ne veulent pas faire pour mais avec, avec les chômeurs et les précaires, avec les salariés et les retraités, avec les étudiants et les enseignants, avec les militants et les chercheurs, avec tous ceux qui ne supportent plus cette société ou aucun équilibre n'est permis, ou la peur et l'angoisse règnent.

Soutien et convergences

Notre association est fière de disposer d'un journal, il est le seul journal de défense des chômeurs et des précaires et de lutte contre les exclusions de cette qualité. Rien n'est dû au hasard, c'est le fruit d'un travail acharné et d'un engagement militant de plusieurs copines et copains qui ne comptent pas le temps passé à la rédaction, aux prises de photos, à la mise en page et à la maquette ainsi qu'à sa diffusion qui malgré près de 2000 abonnés reste insuffisante.

Desmond Tutu disait : « *Rester neutre face à l'injustice c'est prendre le parti de l'opresseur* » alors je profite de la situation pour dire : engagez-vous, résistez, ne laissez pas faire, n'acceptez pas l'inacceptable, abonnez-vous à notre journal « Existence ! ».